

50 milliards de dollars, les pertes annuelles de la pêche en mer

Source : la FAO

Selon un nouveau rapport Banque mondiale-FAO, les pertes économiques dans le secteur des pêches maritimes, qui résultent de la mauvaise gestion, d'inefficacité, et de la surpêche se montent à plus de 50 milliards de dollars par an.

Si l'on considère ces pertes sur les trois dernières décennies, le manque à gagner totaliserait plus de 2 000 milliards de dollars, ce qui équivaut plus ou moins au PIB de l'Italie.

Intitulé "Les milliards engloutis: justification économique pour une réforme des pêches", le rapport note qu'une bonne gestion des pêcheries peut transformer une bonne partie de ce manque à gagner en bénéfices économiques durables pour des millions de pêcheurs et les communautés côtières.

"La pêche durable requiert une volonté politique pour remplacer les primes à la surpêche par des incitations à plus de responsabilité de la part des parties prenantes", déclare Kieran Kelleher, leader de l'équipe pêche à la Banque mondiale.

"Nous ne parlons pas seulement de bateaux et de poissons dans ce rapport. Nous offrons aux décideurs les arguments économiques nécessaires pour la réforme des pêches."

Droits de pêche et subventions

Le renforcement des droits de pêche peut inciter les pêcheurs, ainsi que leurs communautés, à être plus responsables et permettre une exploitation économiquement plus efficace.

La suppression progressive des subventions, qui engendrent la surexploitation des pêcheries, permettra aussi d'améliorer l'efficacité du secteur.

Une transparence accrue dans l'allocation des ressources halieutiques et une obligation accrue de rendre des comptes publics sur la gestion des pêcheries et l'état des stocks faciliteront l'obtention du label écologique pour les pêcheries durables.

La majorité des pertes se fait sentir de deux façons, nous raconte "Les milliards engloutis".

Premièrement, l'épuisement des stocks se traduit par une raréfaction de poissons à pêcher, et par conséquent les coûts associés à la recherche et à la capture de ces poissons augmentent.

Deuxièmement, la surcapacité extrême des flottilles de pêches – souvent décrite comme 'trop de pêcheurs pourchassant trop peu de poissons' – signifie que les bénéfices économiques de la pêche sont dissipés par des investissements et des coûts d'opération superflus.

Une estimation prudente

Le rapport souligne que le chiffre de 50 milliards de dollars représente une estimation prudente – il n'inclut pas les pertes liées à la pêche sportive, au tourisme et à la pêche illégale.

Bien avant l'augmentation des prix du pétrole en 2008, la santé économique globale des pêcheries maritimes était en baisse.

L'accroissement des flottes, le déploiement de technologies de pêche de plus en plus efficaces, et l'augmentation de la pollution ainsi que la perte d'habitats ont contribué à l'épuisement des stocks de poissons de par le monde.

Les prises mondiales en mer stagnent à environ 85 million de tonnes par an depuis plus d'une décennie. En attendant, le rendement des pêcheries – mesuré en termes de prise par pêcheur, ou par bateau – a baissé, alors même que les technologies de pêche étaient améliorées et que l'effort de pêche augmentait.

"Il y a une importante surcapacité de la flotte mondiale", indique Kelleher. "Ces flottilles se font concurrence pour des ressources limitées, ce qui conduit à une stagnation de la productivité et à l'inefficacité économique."

Le rapport indique que si les stocks mondiaux de poissons étaient reconstitués, environ la moitié de l'effort de pêche actuel suffirait à atteindre les prises actuelles.

Sous-performance et coûts dissimulés

Selon la FAO, plus de 75 pour cent des stocks mondiaux de poissons sont soit pleinement exploités ou surexploités.

Mais l'accent mis sur l'état des stocks a eu tendance à masquer l'état encore plus critique de la santé économique des pêcheries.

"Les milliards engloutis" indique que lorsque les stocks de poissons sont pleinement exploités, les pêcheries qui en dépendent opèrent presque toujours en deçà de leur optimum économique. Certaines pêcheries peuvent même perdre de l'argent alors qu'elles sont considérées comme durables d'un point de vue biologique.

Toujours selon le rapport, alors que beaucoup de pêcheries sont profitables, au niveau mondial une majorité des activités de pêche sont artificiellement maintenues à flot grâce aux subventions.

"Mondialement, pour chaque tonne de poisson capturé il faut utiliser presque une demie tonne de gazoile – une grande partie de ce gazoil étant gaspillée du fait d'un effort de pêche excessif."

L'industrie des pêches n'est plus rentable

"Actuellement, personne n'y gagne", déclare Rolf Willmaan, expert en planification des pêches à la FAO, et un des auteurs du rapport.

"Les niveaux réels des revenus des pêcheurs sont en baisse, une grande partie de l'industrie des pêches n'est plus rentable, les stocks de poissons sont épuisés et d'autres secteurs de l'économie payent les factures de ce secteur en difficulté."

"Il y a deux moyens de récupérer ces milliards engloutis", selon le rapport.

Premièrement, une réduction de l'effort de pêche permettrait une augmentation de la productivité, de la rentabilité, et du bénéfice économique net.

Deuxièmement, rebâtir les stocks de poissons mènera à une augmentation durable des rendements ainsi qu'à un abaissement de coûts de production.

Bénéfices pour les pays en développement

Avoir des pêcheries en bonne santé économique est fondamental, non seulement pour le rétablissement des stocks de poissons, mais aussi parce que cela améliore les moyens de subsistance des pêcheurs, les exportations, la sécurité alimentaire et la croissance économique.

Les pêches maritimes ne représentent qu'une partie des 400 milliards de dollars de l'industrie mondiale des produits de la mer.

Néanmoins des pêcheries économiquement saines sont le fondement de la durabilité de l'approvisionnement ainsi que de la rentabilité des opérations de transformation et de distribution, spécialement dans les pays en développement.

"Pour chaque emploi en mer, il y a trois autres emplois à terre", note Willmann. "Le poisson est la principale source de protéine animale pour plus d'un milliard de personnes. C'est le gagne-pain de plus de 200 millions de personnes et 90% d'entre eux habitent dans des pays en développement."

Des signes d'amélioration

L'aspect positif à souligner est que des réformes pour une bonne gouvernance du secteur ont modifié la situation dans certaines pêcheries, note le rapport.

"Le renforcement des systèmes de droits de pêche est fondamental dans toute démarche pour résoudre les problèmes qui affectent le secteur", déclare Ragnar Arnason, économiste des pêches à l'Université d'Islande et un des auteurs du rapport.

Ragnar poursuit en utilisant des exemples d'expériences fructueuses en Islande, en Nouvelle Zélande, et en Namibie.

Le renforcement des droits d'usage, d'accès, ou de propriété des pêcheurs est une stratégie adoptée par de plus en plus d'organisations qui pensent qu'il faut créer des mesures incitatives afin de rendre les parties prenantes plus responsables.

La promotion du principe des "droits de pêche" fait partie d'une résolution de l'ASEAN sur les pêches et la sécurité alimentaire (Resolution on Sustainable Fisheries for Food Security for the ASEAN Region).

En Afrique la Déclaration d'Abuja sur les Pêcheries et l'Aquaculture, qui fut adoptée par les chefs d'Etat présents au Sommet NEPAD "Des poissons pour tous" (Abuja, Nigeria, 25 août 2005), a également approuvé le principe des "droits de pêches".

La plus grande pêcherie au monde, celle de l'anchois péruvien, est elle aussi en train d'évoluer vers ce principe, et il y est même proposé qu'une assurance sociale soit créée pour les pêcheurs.

Réformes et difficultés

"Les réformes de la gouvernance sont souvent politiquement difficiles, spécialement s'il s'agit de réduire les flottes de pêche ou le nombre de pêcheurs", indique Kelleher, "et les droits ainsi que le gagne-pain des pêcheurs doivent être assurés quelles que soient les réformes".

La réalisation du rapport "Les milliards engloutis" a été rendue possible grâce au support de PRO-FISH, un partenariat de la Banque mondiale qui se penche sur les initiatives politiques menant à des pêches durables.